

PROJET CONJOINT

D'APPUI AU SUIVI ET AU REPORTING

DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AU MAROC

2019-2021



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé



CEA



Maroc, Janvier 2019

DOCUMENT DE PROGRAMME CONJOINT**Pays: Maroc**

Project Proposal ID: 00097572

Output ID: 00101246

Effet UNDAF 2017-2021 :

Effet 5 : Les politiques publiques et stratégies nationales et régionales assurent la réduction des inégalités socio-économiques territoriales et de genre.

- **Produit 5.3 :** Les systèmes d'information désagrégés et territorialisés sont renforcés et sont axés sur les évidences et les approches multidimensionnelles, pour une meilleure prise de décision

Durée du programme : 3 ans Date de début : Janvier 2019 Dates des réunions de concertation : MAECI, HCP et PNUD : 30 novembre 2018 Task-force ODD des NU : 23 novembre et 21 décembre 2018	Modalité de gestion des Fonds : Gestion groupée Agent de gestion administratif : PNUD Partenaire de mise en œuvre : HCP
---	--

Total ressources requises	2 068 000 \$USD	
	Partenaire national, HCP	52 000 \$
	PNUD	100 000 \$
	UNICEF	120 000 \$
	ONUFEMMES	20 000 \$
	ONUSIDA	15 000 \$
	CEA	15 000 \$ (En parallèle)
	OMS	20 000 \$
	UNESCO	21 000 \$
	UNFPA	30 000 \$
En nature	HCP : 1 500 000 \$ FAO : 40 000 \$	
Financement parallèle		
A mobiliser	CEA : 20 000 \$ PNUD : 50 000 \$ OIM : 25 000 \$ FAO : 20 000 \$ UN-Habitat : 20 000 \$	

PAGE DE SIGNATURES

PARTIES PRENANTES

<p>Pour le Haut Commissariat au Plan</p>  <p>M. Ahmed Lahlimi Alami Haut Commissaire au Plan</p>	<p>Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement</p>  <p>Mme Martine Therer Représentante Résidente p.i</p>
<p>Rabat, le mardi 22 janvier 2019</p>	

PARTENAIRES DES AGENCES DES NATIONS UNIES

UNICEF  Mme Giovanna Barberis Représentante Résidente	OMS  Mme Maryam Bigdeli Représentante Résidente 
OIM  Mme Ana Fonseca, Chef de Mission de l'OIM	ONUSIDA  M. Kamal Alami Directeur Pays
CEA  Mme Lilia Naas Hachem Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord 	ONUFEMMES  Mme Leila Rhiwi, Représentante, Bureau Multi-pays de l'ONU Femmes Maghreb 
ONU-Habitat  Mme Zena Ali Ahmad Directeur du bureau régional des Etats Arabes 	UNESCO  Mme Golda El Khoury Représentante Bureau de l'UNESCO pour le Maghreb 
UNFPA  M. Abdel-Ilah Yaacoub Représentant Assistant & Coordonnateur de Programme 	FAO  Mme Florence Rolle Représentante au Maroc
Rabat, le mardi 22 janvier 2019	

RESUME ANALYTIQUE

Le projet « Appui au suivi et au reporting des Objectifs de Développement Durable-ODD » est un programme conjoint lancé pour établir un partenariat entre le Haut Commissariat au Plan et le PNUD avec l'appui de l'UNICEF, l'OMS, l'ONUSIDA, l'OIM, l'ONUFEMMES, la CEA, l'UNESCO, la FAO et UN HABITAT en matière de suivi et reporting des ODD au Maroc.

Ce programme conjoint est aligné avec les enjeux et les dispositifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il contribuera directement à l'effet 5 de l'UNDAF 2017-2021 : Les politiques publiques et stratégies nationales et régionales assurent la réduction des inégalités socio-économiques territoriales et de genre.

L'objectif principal du projet consiste à appuyer le suivi et le reporting sur les ODD au Maroc, et à mettre à la disposition des décideurs politiques un cadre de référence des ODD et des données ventilées, à même d'informer les politiques et mesures permettant d'accélérer l'atteinte des ODD.

Les résultats attendus de ce projet seront :

1. **Produit 1** : Les données statistiques et les indicateurs sur les ODD sont disponibles et fiables ;
2. **Produit 2** : Les rapports de suivi, reporting sur l'état d'avancement des ODD sont produits périodiquement aux niveaux national et territorial ;
3. **Produit 3** : Les dispositifs de coordination et de concertation en matière de suivi et de reporting des ODD sont appuyés ;
4. **Produit 4** : Les performances du Maroc en matière de mise en œuvre des ODD sont promues et valorisées à travers la communication stratégique et la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Le partenaire de mise en œuvre du programme conjoint est le Haut Commissariat au Plan. La gestion administrative sera assurée par le PNUD. La gouvernance et la coordination du programme conjoint seront assurées par le comité de pilotage, composé du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, du Haut Commissariat au Plan et des représentants des agences des Nations Unies signataires de ce projet ; le comité technique composé des représentants du HCP et les points focaux des agences des Nations Unies partenaires de ce programme conjoint, à savoir le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, l'ONUSIDA, l'OIM, ONUFEMMES, l'UNESCO, la CEA, la FAO et ONU-Habitat, et l'unité de gestion et d'assurance qualité du projet. La gestion groupée des fonds est la modalité adoptée pour ce programme conjoint. Les fonds du HCP et des agences des Nations Unies seront versés au PNUD pour le compte du projet.

Le mécanisme de suivi et d'évaluation de ce programme est basé sur un suivi conjoint semestriel, et des revues mi-annuelles et annuelles intégrées dans celles de l'UNDAF 2017-2021 qui permettront d'assurer la bonne exécution du programme en prenant les mesures nécessaires et la conduite de l'évaluation finale.

I. DEFIS DE DEVELOPPEMENT

Le Maroc a réalisé la quasi-totalité des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'extrême pauvreté et la faim sont pratiquement éradiquées. Le taux de pauvreté absolue a été réduit de plus de deux tiers, passant de 21 % en 1985 à 4,2% en 2014 à l'échelle nationale, de 13,1% à 1,1% et de 26,8% à 8,9% respectivement en milieu urbain et rural durant la même période. La pauvreté multidimensionnelle, selon l'approche adoptée par le PNUD, dite d'Oxford, avec un taux

de 6% en 2014 à l'échelle nationale est sans signification statistique en milieu urbain (1,3%) et a fortement baissé en milieu rural où elle est de 13,1%.

L'enseignement primaire est pratiquement généralisé, le taux net de scolarisation dans le primaire des 6-11 ans a atteint 99,0% en 2014-2015. L'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans a atteint 90% en 2014, avec toutefois une amélioration plus significative parmi les filles (de 51,4% en 1990 à 85,9% en 2014) que parmi les garçons (de 73,2% en 1990 à 94,1% en 2014). Le taux d'alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus a atteint 68% en 2014, ce qui reste toutefois en deçà de la cible fixée par les OMD (80% en 2015).

A tous les niveaux de l'enseignement, la parité entre les sexes est pratiquement atteinte grâce à une discrimination positive qui a permis le rattrapage du retard historique de la scolarisation des filles en milieu rural.

La proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement s'est améliorée, s'établissant à 17% en 2011. Toutefois, si la représentation féminine est relativement élevée, près de 40% dans les départements ministériels et parmi les cadres supérieurs de l'administration publique, elle reste particulièrement faible dans les postes de direction des ministères et parmi les ministres.

La mortalité infanto-juvénile a diminué au cours des vingt dernières années. En revanche, le taux de mortalité maternelle aura atteint, fin 2015 l'objectif ciblé. La prévalence du VIH-sida demeure relativement faible et le paludisme autochtone a été éradiqué, avec des cas importés en nombre relativement faible. L'incidence de la tuberculose a été réduite à 82 nouveaux cas pour 100.000 habitants en 2014 contre 113 en 1990.

L'accès de la population à l'eau potable et à l'électricité a été généralisé à un rythme soutenu, alors que l'assainissement liquide est en voie de l'être en milieu urbain avec un taux de plus de 90% en 2014 dans un contexte où la proportion de la population urbaine logeant dans les bidonvilles ou dans des habitations sommaires est passée de 9,2% en 1994 à 5,6% en 2014.

Afin de capitaliser sur ces acquis et de renforcer les résultats atteints, tout en apportant une réponse plus globale et intégrée aux problèmes de développement, un nouveau programme de développement durable a été adopté officiellement en septembre 2015 à New York lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenu au début de la 70^{ème} session de l'Assemblée générale.

Près de 8,5 millions de personnes, issues de 193 pays, dont le Maroc, y compris des représentants d'organisations non-gouvernementales et du secteur privé ont pu faire entendre leur voix et donner leur avis sur leur vision du monde et de l'avenir. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 incarne donc les aspirations des hommes et des femmes du monde entier, qui veulent vivre en paix, en sécurité et dans la dignité sur une planète en bonne santé, sans que personne ne soit laissée pour compte.

Le Maroc a présenté sa vision sur la mise en œuvre du Programme de développement 2030 à la réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau sur les ODD. Ce Forum, sous les auspices du Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), est le principal mécanisme de suivi des performances des États membres des Nations Unies en matière de réalisation des ODD.

Aujourd'hui, l'engagement du Maroc en faveur du Programme de Développement 2030 est une priorité stratégique.

Du fait de son mandat et de son expérience, le Haut Commissariat au Plan (HCP) jouera un rôle clé dans le pilotage et la coordination du système statistique pour le suivi et le reporting des ODD.

En effet, depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000, le Haut Commissariat au Plan a assumé la production des rapports périodiques de suivi et le reporting sur l'état d'avancement des Objectifs du millénaire pour le développement, et a développé une expertise avérée dans ce domaine.

S'appuyant sur les acquis, l'accompagnement des agences des Nations Unies à travers ce projet vise à appuyer la mise en œuvre de la vision et des objectifs stratégiques du Haut Commissariat au Plan tels que déclinés dans son plan stratégique en tenant compte de l'évolution de son environnement externe et de ses capacités.

II. STRATEGIE

Les indicateurs sont d'une importance cruciale pour la mise en œuvre et le suivi des ODD. L'élaboration des métadonnées est nécessaire pour garantir la clarté des indicateurs et assurer la comparabilité internationale pour les indicateurs qui s'avèrent souvent utilisés. Le HCP s'est attelé à réaliser un premier diagnostic de l'état des indicateurs que le système statistique national peut générer pour faciliter la mise en œuvre des 17 ODD et de leurs 169 cibles. Le Maroc possède un excellent système statistique qui a permis d'évaluer les progrès réalisés dans le programme des OMD. Ce système est en mesure de suivre et de donner des indicateurs avec un niveau élevé de pertinence. Le HCP a adhéré depuis 2005 à la Norme Spéciale de Diffusion des Données (NSDD) du FMI. Il a développé un vaste réseau d'échange et de coopération scientifiques et techniques avec des institutions nationales et internationales chargées de la statistique, du développement humain et de la prospective.

Le système statistique doit disposer des ressources financières et humaines pour pouvoir continuer à fournir des données de bonne qualité pour éclairer la prise de décisions. Cela est particulièrement important, étant donné le rôle central que le HCP jouera dans le suivi et la production de rapports sur l'état d'avancement des ODD.

Le principal défi à relever pour renforcer le système statistique est d'optimiser les efforts des différents intervenants, de concilier les logiques sectorielles, de trouver les compromis entre les exigences économiques et les impératifs sociaux et environnementaux, de fédérer et d'harmoniser les initiatives des différents acteurs, nationaux et internationaux, et de faire converger les choix et les priorités. Ces difficultés sont largement ressenties par les responsables marocains et les partenaires internationaux, notamment les organismes de coopération appuyant le Maroc dans le cadre de l'aide au développement. C'est dans ce cadre que s'inscrit cette coopération entre le HCP et le PNUD, en s'appuyant sur les apports des autres agences du système des Nations Unies partenaires, à travers les livrables attendus de ce projet.

L'examen des risques du projet a révélé un certain nombre de contraintes que le projet se propose de contourner pour appuyer la collecte des données, l'analyse, le suivi et le reporting des ODD.

ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN CADRE D'APPUI AU SUIVI ET AU REPORTING DES ODD

Le Maroc possède une expertise dans le domaine du suivi et reporting, acquise dans le cadre du système de suivi et de reporting des OMD, piloté par le HCP, en partenariat avec tous les acteurs institutionnels, agences des Nations Unies au Maroc, secteur privé et société civile.

Le Maroc dispose de plusieurs stratégies, programmes et plans sectoriels contribuant à l'atteinte des ODD. Il s'est fortement engagé dans des projets de grande envergure portant notamment sur les énergies renouvelables, la mise à niveau urbaine, l'adaptation aux changements climatiques et la préservation des ressources naturelles.

Le Maroc dispose de données pertinentes et de capacités d'analyse de ces données permettant d'informer les politiques publiques, y compris leur ciblage. Il dispose également d'institutions compétentes spécialisées dans ce domaine.

III. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif principal du projet consiste à appuyer la mise en place d'un système de suivi et de reporting sur les ODD au Maroc, et de mettre à la disposition des décideurs politiques un cadre de référence des ODD et des données ventilées à même d'informer les politiques et les mesures permettant d'accélérer l'atteinte des ODD, ainsi que de promouvoir la coopération au niveau régional et international.

Conformément aux orientations nationales et aux besoins identifiés lors de l'analyse du contexte, la démarche projet préconisée s'articule autour des résultats suivants :

Produit 1 : Les données statistiques et les indicateurs sur les ODD sont disponibles et fiables

A travers ce produit, le projet envisage d'accompagner les acteurs nationaux et territoriaux du développement dans le processus de mise en œuvre des ODD, à travers les activités suivantes :

1. Identifier les indicateurs et les cibles les plus pertinents pour le Maroc, selon une approche participative, en synergie avec les priorités nationales et locales en matière de stratégies, politiques et programmes concernant les ODD ;
2. Établir l'état des lieux des sources statistiques pour le système de suivi, de reporting et d'évaluation des ODD selon une approche participative ;
3. Organiser une série d'activités de renforcement des capacités en faveur des acteurs institutionnels aux niveaux national et territorial pour améliorer la production et l'échange d'information statistique et assurer l'appropriation des outils de mise en œuvre, de suivi, de reporting des ODD ;
4. Organiser, aux niveaux national et territorial, des ateliers périodiques de coordination entre les différents services publics concernés par la production de données et d'indicateurs sur les ODD ;
5. Élaborer des procédures relatives à la préparation et à la présentation de métadonnées ;
6. Identifier les ressources financières et humaines nécessaires pour maintenir et améliorer la fourniture de données fiables et de bonne qualité.

Produit 2 : Les rapports de suivi et de reporting sont produits périodiquement aux niveaux national et territorial

Le projet appuiera la mise en place d'un système de suivi et de reporting des ODD qui permettra à l'ensemble des acteurs aux niveaux national et territorial d'assurer un suivi harmonisé des ODD.

Les activités envisagées dans le cadre de ce produit concerneront :

1. Élaborer une note méthodologique pour la préparation des rapports nationaux et territoriaux qui s'appuiera sur l'analyse critique des expériences passées et l'analyse de référence des pratiques des autres pays ;

2. Organiser des consultations au niveau national pour mettre à jour la contextualisation des ODD et pour alimenter les travaux d'élaboration des rapports nationaux de bilan des ODD ;
3. Établir des rapports périodiques aux niveaux national et territorial sur les progrès réalisés vers l'atteinte des ODD, selon une approche participative. Ces rapports décriront l'état de réalisation des ODD au Maroc, les contraintes et les stratégies adoptées pour l'atteinte des objectifs fixés. Le premier rapport comprendra l'actualisation de l'état des lieux des ODD, leur consolidation et leur extension aux nouveaux ODD ;
4. Élaborer un modèle d'équilibre général calculable pour la simulation des scénarios de réalisation des ODD ;
5. Organiser des ateliers de restitution et de validation des rapports de bilan des ODD aux niveaux national et territorial ;
6. Organiser une série d'activités de renforcement des capacités en faveur des acteurs institutionnels aux niveaux national et territorial qui se focaliseront sur les ODD prioritaires, leur intégration et les interconnexions.

Produit 3 : Appui aux dispositifs de coordination et de concertation en matière de suivi et de reporting des ODD.

Cet appui, à travers l'organisation de consultations périodiques, permettra de sensibiliser toutes les parties prenantes concernées à la mise en œuvre des ODD en s'appuyant, notamment, sur les outils développés par le SNUD au Maroc.

Un mécanisme opérationnel pour le suivi et le reporting des ODD sera mis en place. Ce mécanisme sera défini en concertation avec les acteurs clés concernés par les données liées aux ODD.

Produit 4 : Les performances du Maroc en matière des ODD sont promues et valorisées à travers la communication stratégique et la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Le projet envisage de capitaliser les acquis des réalisations du Maroc en termes de suivi et reporting des ODD afin de multiplier les échanges de bonnes pratiques à la base des partenariats sud-sud et triangulaires. L'ensemble des interventions du projet seront accompagnées par des activités de communication. Cette communication a pour but principal de sensibiliser les acteurs nationaux et territoriaux autour des ODD, ainsi que de valoriser les pratiques nationales dans le domaine des ODD. La communication stratégique permettra de mobiliser de nouveaux partenariats et d'identifier des pistes pour promouvoir les activités de coopération sud-sud.

Partenariats et bénéficiaires :

Le partenariat de ce programme conjoint est axé sur la gestion du programme, l'élaboration et le suivi de l'exécution conjointe des plans de travail annuels. Au niveau territorial, les acteurs locaux, les services extérieurs, les universités et les ONG seront impliqués pour faciliter la mise en place et le suivi et le reporting des ODD au niveau décentralisé. Le HCP jouera un rôle primordial, à travers ses délégations régionales, pour assurer la participation des acteurs locaux dans la réalisation des livrables attendus du programme conjoint, notamment la production des rapports territoriaux sur les ODD.

Les agences des Nations Unies partenaires apporteront des approches innovantes pour faciliter le reporting et le suivi des ODD. Elles s'engageront sur la base de leur avantage comparatif respectif et mettront leur expérience et leur expertise à la disposition du projet.

Le HCP et les agences des Nations Unies s'appuieront sur les leçons tirées des partenariats établis avec les collectivités territoriales afin de poursuivre leurs actions en appui aux ODD au niveau territorial.

Ainsi :

L'ensemble des acteurs clés qui pourraient être sollicités dans le domaine du suivi et du reporting des ODD seront impliqués dans la conception des livrables et de la mise en œuvre du projet. Le degré d'implication des acteurs sera en fonction de leurs attributions et du niveau de leur engagement dans ce projet.

PARTIES PRENANTES	
Haut Commissariat au Plan	Le HCP est le partenaire de mise en œuvre du programme conjoint. Depuis l'adoption par le Maroc de la Déclaration du millénaire en 2000, le HCP a été chargé de coordonner la production et la diffusion des rapports nationaux sur les OMD qui servent également d'instrument de suivi-évaluation des engagements du Maroc en la matière. La capitalisation de cette expertise, le renforcement des mécanismes développés pour la collecte, la production et l'analyse des données, la coordination avec les institutions publiques, la capacité de mobilisation des organismes de la coopération bilatérale et multilatérale relevant du HCP contribueront à l'enrichissement du projet et à l'établissement d'une vision stratégique pour la mise en œuvre et le suivi évaluation des ODD au Maroc.
Programme des Nations Unies pour le Développement	La volonté du PNUD, Agent Administratif de ce programme conjoint, dans le cadre de ce partenariat est d'accompagner le HCP et ses partenaires dans le renforcement de ses capacités afin de lui permettre une appropriation pérenne du suivi et du reporting des ODD au Maroc au-delà de la durée du projet. En effet, pour le PNUD, la promotion de l'exécution nationale et le renforcement des capacités des institutions clés de la gouvernance nationale, sont des axes d'interventions prioritaires.
Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale	Le MAECI facilitera les initiatives de la coopération Sud-Sud, appuiera le positionnement du Maroc dans les domaines d'intervention du projet et partagera la vision du Maroc sur la mise en œuvre et le suivi-évaluation des ODD. Le MAECI facilitera la diffusion des progrès réalisés en matière des ODD à l'échelle internationale à travers la présentation des rapports nationaux produits.
PARTENAIRES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES	
Chaque agence des Nations Unies participante sera responsable d'appuyer le suivi et le reporting des indicateurs des ODD dont elle est dépositaire (custodian) conformément à l'accord mondial. La liste mise à jour des indicateurs de développement durable et des agences dépositaires est disponible à l'adresse suivante : https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/tier-classification/ .	
UNICEF	L'UNICEF est mandaté pour intervenir auprès des décideurs et de ses divers partenaires en vue de concrétiser les idées les plus novatrices en faveur des enfants. L'UNICEF est convaincu que l'humanité ne peut progresser qu'en veillant au développement des enfants et en leur prodiguant les soins nécessaires. L'UNICEF appuie principalement les initiatives liées aux ODD 1, 3, 4, 5, 10 et 16.
OMS	L'OMS apportera son appui technique au pays pour l'atteinte des ODD, notamment le 3ème objectif et ceux en rapport avec la santé. Cette contribution touchera à la réalisation d'études, d'enquêtes et de rapports pour le suivi et le monitoring des indicateurs des différentes cibles santé, mais également la mobilisation d'expertise nationale et internationale pour le suivi, monitoring et la gouvernance des ODD.
ONUSIDA	ONUSIDA envisage d'appuyer le HCP à travers la collecte et la production de données sur le VIH SIDA au Maroc. Ces données sont utilisées pour l'établissement des rapports nationaux qui servent de base à l'élaboration des rapports volontaires sur les ODD.

UNFPA	<p>Le bureau de l'UNFPA mettra à la disposition du HCP toute l'expérience cumulée et les leçons apprises à travers l'exécution des différents programmes de coopération Maroc-UNFPA et ce, principalement dans les domaines de l'élaboration et la gestion des indicateurs sociaux pour le suivi et l'évaluation des plans/programmes de développement aux niveaux national et local et le respect des droits humains en général et les droit humains des femmes et les droits en santé de la reproduction en particulier.</p> <p>Les documents d'analyse, les études et recherches et les bases de données et d'indicateurs élaborés dans le cadre du partenariat de l'UNFPA avec les différents intervenants dans le domaine social (dont les départements de la Santé ; du Développement social, la Famille et la Solidarité ; de la jeunesse et le Haut Commissariat au Plan) pourront être partagés et utilisés dans le cadre de ce programme.</p>
OIM	<p>La migration comme thématique transverse affecte et est affectée par tous les secteurs de gouvernance, elle est donc essentielle au plein accomplissement de plusieurs ODD. L'OIM, l'agence des Nations Unies chargée des migrations, apportera son appui technique pour faciliter le suivi et le reporting des ODD en matière de migration à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'appui à l'intégration de la migration dans le système de collecte des données au niveau national et local ; - Le renforcement des capacités des institutions concernées par les données sur la migration ; - La facilitation des échanges et partage des expériences.
ONU Femmes	<p>L'ONU Femmes apportera son appui technique :</p> <p>A l'élaboration et la revue des documents techniques du programme (notes, guides, TDRs, Rapports, Etudes.) et à la prise en compte de l'égalité de genre dans les actions du programme en particulier dans le suivi des indicateurs pour lesquels elle est cheffe de file ou partenaire ;</p> <p>A la mobilisation du réseau des experts internationaux pour la prise en compte des questions de l'égalité des sexes ;</p> <p>A la facilitation des échanges et partages des expériences internationales en matière d'intégration de l'égalité de genre dans les processus de suivi et de reporting des ODD au Maroc.</p>
CEA	<p>La CEA apportera son expertise technique en matière de renforcement des capacités statistiques, de définition des indicateurs et de suivi & reporting sur les ODD. Elle pourra également soutenir le développement des connaissances, le partage d'expériences et la coopération Sud-Sud.</p>
UNESCO	<p>L'UNESCO a contribué activement à la définition de l'agenda Éducation 2030, qui fait partie de l'ODD 4. L'UNESCO apportera son appui consultatif et technique au projet dans le cadre du programme mondial de développement durable.</p>
FAO	<p>La FAO possède l'expertise et l'expérience dans le soutien à l'élaboration des politiques, la création de partenariats et dans les programmes, projets conçus sur la durabilité tridimensionnelle. Les ODD et le cadre stratégique de la FAO sont tous les deux axés sur la lutte contre les causes fondamentales de la pauvreté et de la faim, et la construction d'une société plus juste sans laisser personne derrière. La FAO est garante de 21 indicateurs des ODD. En outre, elle apporte une contribution en ce qui concerne quatre autres indicateurs. A ce titre elle apportera son appui à la mise en œuvre du programme 2030.</p>
ONU-Habitat	<p>L'ONU-Habitat est le programme des Nations Unies œuvrant pour un meilleur avenir urbain. Sa mission est de promouvoir le développement durable des établissements humains sur le plan social et environnemental ainsi que l'accès à un logement décent pour tous. Capitalisant sur son expérience, l'ONU-Habitat apportera son expertise technique pour évaluer la mise en œuvre du onzième ODD, pour « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et</p>

	durables ». Son appui technique consiste a 1) mettre à la disposition du HCP et partenaires institutionnels tous les outils urbains et approches statistiques, guides et manuels nécessaires pour intégrer la conception spatiale des villes dans les stratégies de développement durable et faciliter la localisation des ODD; 2) renforcer les capacités statistiques des autorités nationales, régionales et locales ainsi qu'autres parties prenantes pour considérer le niveau infranational dans le suivi et reporting des ODD ayant des cibles urbains, et encourager l'harmonisation de la production nationale des statistiques urbaines, 3) faciliter l'échange et l'apprentissage mutuels entre experts statisticiens nationaux et régionaux, institutions, et autres parties prenantes concernées.
CIBLAGE	
Groupes cibles	Institutions responsables des politiques/programmes/stratégies liés aux ODD Politiques et programmes nationaux liés aux ODD.
Zones géographiques ciblées	National, régional, territorial.
Bénéficiaires directs	Les décideurs du gouvernement et élus, les autorités locales, les collectivités locales, la communauté scientifique, les journalistes, le Parlement, les ONG, etc.
Bénéficiaires Indirects	La population marocaine (hommes et femmes) y compris les jeunes et les enfants ; Les personnes en situation de handicap ; Les personnes âgées.

IV. APPROCHES DE PERFORMANCES

1. Gestion des connaissances

La gestion des connaissances a pour but d'utiliser au mieux les connaissances, dont celles dérivées du projet, afin de soutenir les objectifs opérationnels, y compris la capitalisation des expériences dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Un système de collecte et de mise à jour des informations sera créé afin d'enregistrer les connaissances qui seront acquises et de les diffuser auprès de l'ensemble du public cible du programme conjoint et de ses partenaires.

La gestion des connaissances permettra de :

- ✓ Renforcer des capacités des partenaires ;
- ✓ Soutenir le flux d'expertises substantielles ainsi que l'efficacité opérationnelle du projet ;
- ✓ Promouvoir la coopération Sud-Sud ;
- ✓ Mettre en place un outil de référence des bonnes pratiques en matière de suivi et reporting des ODD ;
- ✓ Exploiter, de manière optimale, les connaissances existantes ou acquises au cours du projet ;
- ✓ Identifier les lacunes et les besoins en connaissances des parties prenantes et partenaires directes du HCP auxquels les agences du SNUD partenaires sont à même de répondre.

2. Durabilité des résultats

La durabilité du projet sera assurée à travers le renforcement des capacités des acteurs et l'appropriation nationale qui viseront à pérenniser les approches et les instruments qui seront mis en place, notamment :

- ✓ Le dispositif de suivi et de reporting des ODD ;
- ✓ Le cadre partenarial et financier qui appuiera ce dispositif ;
- ✓ La mobilisation et l'implication des régions pour la production des rapports territoriaux de suivi des ODD.

L'engagement officiel du Maroc dans la réalisation, le suivi, et le reporting des ODD est assuré par la position du MAECI comme Chef de file dans l'organisation des consultations nationales avec la participation de toutes les parties prenantes dans la formulation d'une vision nationale participative.

3. Cofinancement à mobiliser

Des cofinancements seront mobilisés dans le cadre de ce projet à travers le réseau des partenaires du HCP, la coopération internationale, les régions concernées, le secteur privé et les mécanismes de financements existants. Dans ce sens, le projet n'épargnera aucun effort pour explorer les opportunités de financements en appui au suivi et au reporting des ODD.

4. Stratégie et objectifs dans le cadre d'une Intégration effective de l'approche genre

L'analyse genre sera intégrée systématiquement dans le cadre d'Appui au suivi et au reporting des ODD. Le HCP dispose de l'expérience à travers l'intégration de la dimension genre depuis 2005 dans ses rapports de suivi des OMD, notamment par l'adoption de cibles spécifiques et par la ventilation des indicateurs par sexe. Il mène également différentes études et enquêtes relatives à ce sujet.

Les résultats du partenariat entre le HCP et ONU Femmes visant le renforcement de la production, de la diffusion et de l'utilisation de données sensibles au genre contribueront à renforcer l'intégration de l'égalité des sexes dans le présent partenariat.



V. CADRE PLURIANNUEL DE RESULTATS (2019- 2021)

Effet 5 : Les politiques publiques et les stratégies nationales assurent la réduction des inégalités socio-économiques territoriales et de genre.

Produit de l'UNDAF : 5.3: Les systèmes d'information désagregés et territorialisés sont renforcés et sont axés sur les évidences et les approches multidimensionnelles, pour une meilleure prise de décision

Indicateurs UNDAF :

5.3.1. Nombre de rapports nationaux et territoriaux sur les ODD

5.3.3. Disponibilité d'une approche multidimensionnelle institutionnalisée de mesure de la pauvreté

Plan Stratégique PNUD :
Accélérer éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions

1.2.1. Renforcement des capacités aux niveaux national et infranational pour promouvoir un développement économique local inclusif et fournir des services de base, y compris le VIH et les services connexes

1.2.1.1. Les acteurs institutionnels nationaux et infranationaux ont amélioré leurs capacités de planification, de budgétisation, de gestion et de suivi des services de base

Contribution attendue du programme conjoint

Cibles :

- ✓ 2 Rapports nationaux sur les progrès réalisés vers l'atteinte des ODD sont produits
- ✓ 2 Rapports territoriaux sur les progrès réalisés vers l'atteinte des ODD sont produits

Produit 1 : Les informations statistiques et indicateurs sur les ODD sont disponibles et fiables

Indicateurs : Existence d'un système statistique de suivi et de reporting des ODD performant et fiable

Situations de référence 2018 : Existence d'un système d'information statistique national performant, notamment pour le suivi des OMD

Cibles	Activités indicatives	Partenaire d'exécution	Agences	Cibles annuelles			Budget Indicatif
				A1	A2	A3	
2019							
<ul style="list-style-type: none"> Une 1^{re} liste des indicateurs et cibles des ODD les plus pertinents pour le Maroc, basés sur les priorités nationales et territoriales en matière des ODD, est disponible ; L'état des lieux des indicateurs (sources statistiques, métadonnées, périodicité, désaggrégation, etc.) pour le système de suivi et reporting des ODD est établi. 	1- Identifier les indicateurs et cibles les plus pertinents pour le Maroc, selon une approche participative en synergie avec les priorités nationales et locales en matière de stratégies, politiques et programmes concernant les ODD ;	HCP	PNUD	231 000	240 000	210 000	681 000 \$
	2- Établir l'état des lieux des sources statistiques pour le système de suivi et reporting des ODD selon une approche participative ;		UNICEF				
	3- Organiser une série d'activités de renforcement des capacités en matière de production et d'échange de données, en faveur des acteurs institutionnels aux niveaux national et territorial,		OMS UNFPA ONUF UNFPA ONUSIDA CEA FAO ONU-H				

2020 :	<ul style="list-style-type: none">Les Capacités des acteurs nationaux renforcés sur les outils du suivi & reporting des ODD ;L'approche et la méthodologie pour l'élaboration des rapports territoriaux des ODD sont adoptées ;Deux rapports territoriaux (2 régions pilotes) sur le suivi & reporting des ODD sont élaborés ;Un modèle d'équilibre général calculable pour la simulation des scénarios de réalisation des ODD au Maroc est élaboré.	<ol style="list-style-type: none">Elaborer un modèle d'équilibre général calculable pour la simulation des scénarios de réalisation des ODD au Maroc ;Établir, selon une approche participative, des rapports périodiques aux niveaux national et territorial sur les progrès réalisés vers l'atteinte des ODD ;Organiser des ateliers de restitution, de validation et de diffusion des rapports aux niveaux national et territorial ;Organiser des activités de renforcement des capacités en faveur des acteurs institutionnels aux niveaux national et territorial qui se focaliseront sur les thématiques pertinentes des ODD, leur intégration et les interconnexions.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
--------	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

2019	<ul style="list-style-type: none"> • Deux réunions du Comité de pilotage sont organisées, dont une réunion de lancement ; • Unité de gestion du projet mise en place • Qualité de mise en œuvre du projet est assurée. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborer les TdRs du Comité de pilotage ; 2. Organiser deux réunions du comité de pilotage du projet ; 3. Renforcer les capacités de la Commission de Veille ODD du HCP ; 4. Organiser les consultations nationales ODD ; 5. Mettre en place l'unité de gestion du projet ; 6. Renforcer l'assurance qualité du projet. 	HCP MAECI	PNUD UNFPA UNICEF ONUF ONUSIDA OMS UNESCO UN-H	220 000	206 000	200 000	626 000 \$
2020-2021	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités de la Commission de veille ODD du HCP sont renforcées ; • Réunion du comité de pilotage pour l'évaluation à mi-parcours du projet. 							
TOTAL PRODUIT 3								
Produit 4 : Performances du Maroc en matière des ODD promues et valorisées à travers la communication stratégique et la coopération Sud-Sud et triangulaire.								
Indicateurs : Nombre d'initiatives (au moins 4) de coopération sud-sud et triangulaire en matière des ODD ; Nombre de partenariats stratégiques (au moins 2) en matière d'ODD conclus avec des universités et des médias ; nombre d'outils de communications.								
Situation de référence : Active participation du Maroc aux rencontres stratégiques sur les ODD aux niveaux international et régional (Commission Statistique des Nations Unies, Forum Politique de Haut Niveau, Forum régional africain sur le développement durable (FRADD), région arabe, MENA, Afrique, Pays de l'OCDE..).								
Cibles	Activités	Partenaire d'exécution	Agences NU	Cibles annuelles			Budget Indicatif	
Ce produit est transversal en appui aux trois produits de résultats	1-Produire des supports de communication ; 2-Publier et diffuser rapports/études dans le cadre du projet ; 3-Développer des partenariats stratégiques avec les universités et les médias ; 4-Développer des pistes de coopération Sud-Sud et Triangulaire ; 5-Organiser des voyages d'études ;	MAECI HCP	PNUD UNICEF OMS UNFPA ONUF ONUSIDA ONU-H	A1	A2	A3	102 000 \$	
2019	<ul style="list-style-type: none"> • Un support de plaidoyer et de communication est conçu ; • Le Maroc participe à/organise au moins une rencontre internationale et/ou régionale ; 			40 000	35 000	27 000		

<ul style="list-style-type: none"> ● 4 rapports et études publiés et diffusés. <u>2020/2021</u> ● Le Maroc participe à/organise au moins 2 rencontres internationales ; ● 4 rapports et études sont publiés et diffusés ; ● Les connaissances établies à travers le projet sont gérées et capitalisées. 	6-Participer aux rencontres internationales et régionales (FPIN, CSNU, FRADD.) ; 7-Organiser le FRADD 2019, en partenariat avec la CEA.	UNESCO CEA FAO				
TOTAL PRODUIT 4						102 0000 \$
TOTAL DES PRODUITS						2 068 000 \$

Total des ressources par produit, par partenaire et par an.

	2019	2020	2021	Total
P1: Données statistiques	231 000	240 000	210 000	681 000
P2 : Rapports périodiques	250 000	209 000	200 000	659 000
P3: Dispositifs de concertation	220 000	206 000	200 000	626 000
P4: Communication et partenariat	40 000	35 000	27 000	102 000
Total	741 000	690 000	637 000	2 068 000

	PNUD	HCP	OMS	UNICEF	ONUF	CEA	UNFPA	UNESCO	ONUSIDA	OIM	FAO	ONU-H	Total
P1:	20 000	510 000	10 000	40 000	10 000	15 000	10 000	6 000		10 000	40 000	10 000	681 000
P2:	30 000	510 000	10 000	40 000	10 000	20 000		4 000	15 000	10 000		10 000	659 000
P3:	80 000	512 000		20 000			10 000	4 000					626 000
P4:	20 000	20 000		20 000			10 000	7 000		5 000	20 000		102 000
Total	150 000	1 552 000	20 000	120 000	20 000	35 000	30 000	21 000	15 000	25 000	60 000	20 000	2 068 000

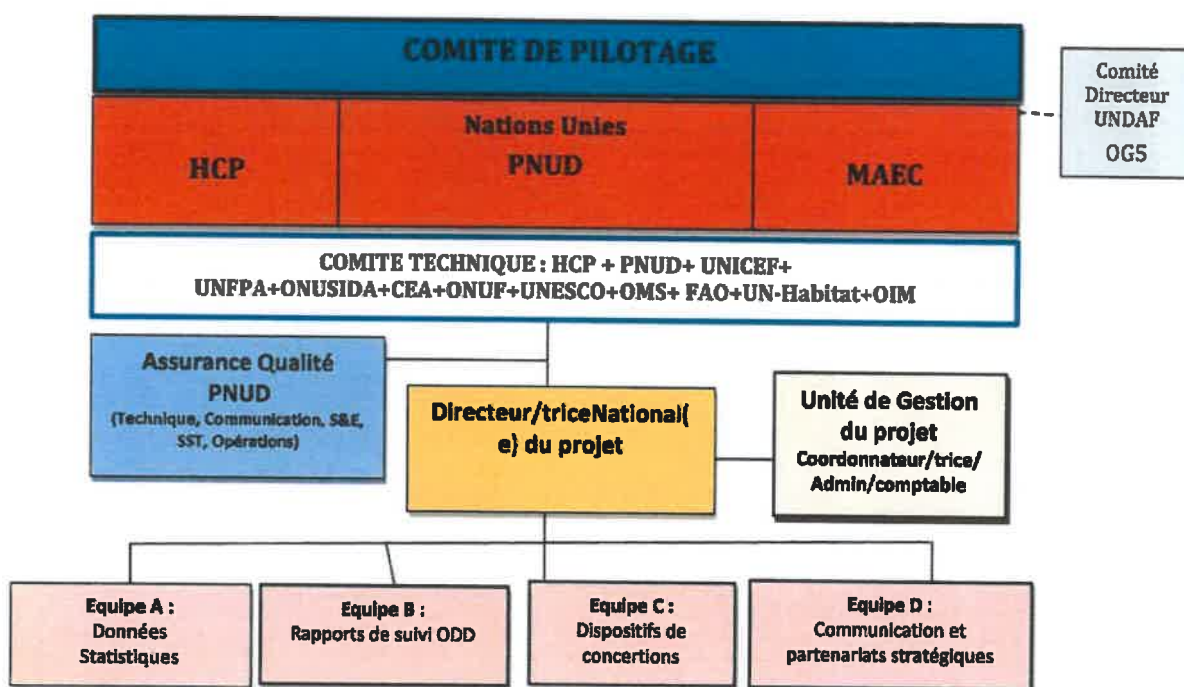
	PNUD	HCP	OMS	UNICEF	ONUF	CEA	UNFPA	UNESCO	ONUSIDA	OIM	FAO	ONU-H	Total
Disponible	100 000	52 000	20 000	120 000	20 000	15 000	30 000	21 000	15 000				393 000
A Mobiliser	50 000					20 000				25 000	20 000	20 000	135 000
En nature		1 500 000									40 000		1 540 000
Total	150 000	1 552 000	20 000	120 000	20 000	35 000	30 000	21 000	15 000	25 000	60 000	20 000	2 068 000



VI. DISPOSITIFS DE GESTION ET DE COORDINATION

Le projet sera réalisé conformément aux dispositions définies dans le cadre pluriannuel des résultats et des ressources. Lors du démarrage du projet, le Haut Commissaire au Plan désignera un (e) Directeur National(e) et nommera les membres du comité scientifique. Le/la Directeur national(e) recrutera ou mettra (de son équipe) à la disposition du projet un coordonnateur du projet. Le Directeur National recrutera ou s'appuiera sur le PNUD pour le recrutement de l'équipe de gestion et mettra en place les modalités de gouvernance au niveau des régions qui seront ciblées par le projet en prenant soin d'informer les partenaires et les acteurs concernés sur la consistance du projet.

Cette section présente les responsabilités et les engagements en matière de planification du projet et de gestion des partenaires et des organismes participants. Le projet sera exécuté selon les procédures d'exécution nationale du PNUD (« National Implementation by the Government– NIM »). Le partenaire de mise en œuvre du projet est le HCP qui assure la coordination entre les départements ministériels, organismes et partenaires techniques et financiers impliqués dans la mise en œuvre et le suivi du projet. La structure de gouvernance du projet est présentée dans la structure de la gouvernance, ci-dessous.



a. Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par an ou en tant que de besoin. Il est composé du HCP, du MAECI, du PNUD, et des agences des Nations Unies partenaires. Le comité est co-présidé par le Haut Commissaire au Plan et le/la Représentant(e) Résidant(e) du PNUD. Les co-présidents peuvent décider, de commun accord, d'inviter aux réunions du Comité de pilotage, d'autres partenaires intéressés par le projet, notamment des représentants d'ONG, des parlementaires et des bailleurs de fonds.

Les responsabilités du comité de pilotage sont les suivantes :

- De manière périodique au cours de la mise en œuvre du projet : Le comité de pilotage est chargé d'évaluer l'état d'avancement du projet par rapport au plan de travail prévu. Le comité de pilotage se réunira au début de chaque année pour examiner et valider le Plan de Travail Annuel (PTA). Le comité de pilotage se réunira chaque fin d'année au cours du cycle du projet afin d'évaluer les résultats annuels du projet.
- De manière générale, le comité de pilotage est chargé de l'orientation stratégique et du contrôle du projet, ainsi que de la prise de décisions visant à garantir l'atteinte des résultats convenus de manière adéquate et conformément aux prévisions.

A l'évaluation à mi-parcours du projet : Le comité de pilotage se réunit à mi-parcours du projet afin d'évaluer les résultats et les progrès vers la livraison des produits escomptés, de tirer les enseignements et de proposer un plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation.

A la clôture du projet : Le comité de pilotage, en consultation avec les autres partenaires du projet, se réunit afin d'évaluer les résultats finaux du projet et la livraison des produits escomptés, de tirer les enseignements et de proposer un plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation finale du projet.

Toute question liée à la mise en œuvre, ou tout changement relatif à la conception ou à la portée du projet, devront être discutés par le comité de pilotage.

a. Un(e) Directeur(trice) National(e) du Projet :

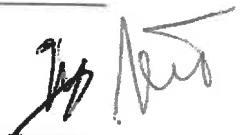
Le/la Directeur(trice) National(e) du projet est issu de l'administration du HCP. Il est responsable de la gestion globale du projet et est redevable devant le comité de pilotage. Il assurera la supervision des activités de l'unité technique de gestion et la coordination des actions. Son rôle sera de veiller à la bonne mise en œuvre des activités en vue d'atteindre les résultats et les objectifs escomptés et de fournir tous les éléments nécessaires pour faciliter l'Assurance Qualité. Il aura aussi pour mission de faire les présentations techniques au comité de pilotage. Le/la Directeur(trice) National(e) sera appuyé par des points focaux du HCP au niveau de chaque zone concernée.

Du point de vue de la gestion quotidienne du projet, le/la Directeur(trice) National(e) du projet émet et/ou signe :

- Les autorisations de paiement (FACE d'avance ou de paiement), pièces écrites établies au titre des activités du projet et conformément au plan de travail signé ;
- Les Demandes de Paiement Direct (DPD) (en cas de besoin) ;
- Les Rapports combinés de dépenses (CDR) ;
- Un inventaire d'équipement périodique ;
- Un inventaire général d'équipement.

Le/la Directeur(trice) National(e) du projet soumet au Représentant Résident du PNUD :

- Le plan de travail annuel ;
- Des rapports d'activités trimestriels et annuels ;
- Des rapports financiers trimestriels et annuels ;
- Un rapport final du projet (à la fin de l'avant dernier trimestre précédant la clôture opérationnelle du projet) ;



- Les rapports de suivi des recommandations de l'audit et de l'évaluation ;
- Une requête pour le transfert officiel des équipements de projet.

b. Un(e) Coordonnateur(trice) national(e) :

Le PNUD et le HCP recruteront un(e) Coordonnateur(trice) national(e) qui sera responsable de la gestion du projet au quotidien et à plein temps. Sa responsabilité principale est la production des résultats escomptés par le projet et décrits dans le document de projet, selon les normes de qualité requises, et en prenant en compte les spécificités et contraintes de temps et de coûts imparties.

Le/la coordonnateur travaille sous la supervision directe du Directeur national du projet, et sous l'autorité du Comité de pilotage, selon les normes établies par ce comité. Il assumera, en étroite concertation et sous la supervision du Comité de Pilotage, les responsabilités suivantes :

- Est redevable des résultats du projet :
 - Est responsable de définir quand, où et comment les activités seront mises en œuvre ;
 - Élabore les documents de planification annuels (plan de travail annuel – AWP) ;
 - Veille à ce que la mise en œuvre du projet soit conforme à son plan ;
 - Est responsable et redevable pour la gestion du projet au quotidien, du suivi général de la mise en œuvre opérationnelle et de l'évaluation permanente du projet.
- Gère les ressources et les achats :
 - Initie la sélection des ressources nécessaires à une bonne mise en œuvre des activités ;
 - Supervise les consultants/ chefs d'équipe dans la réalisation de leur mission ;
 - Assure la gestion financière du projet ;
 - Assure la gestion administrative et comptable du projet ;
 - Assure la préparation des termes de référence des contrats de services, d'études et de travaux ;
 - Assure le contrôle de la qualité des prestations réalisées dans le cadre du projet en relation avec les services techniques concernés (services, études et travaux).
- Gère la communication :
 - Informe toutes les parties prenantes de l'avancement ;
 - Organise et participe aux réunions et ateliers d'échange nationaux dans le cadre du projet ;
 - Prépare et rédige les comptes rendus des réunions du Comité de pilotage ;
 - Assure l'animation des échanges entre les différents acteurs.
- Gère le suivi et le reporting :
 - Élabore l'ensemble des rapports de suivi et d'évaluation du projet à une fréquence trimestrielle ainsi que le rapport annuel ;
 - Élabore les journaux de suivi sur une base trimestrielle : journal des risques, journal des problèmes, journal des enseignements tirés du projet ;
 - Une revue trimestrielle afin d'examiner les critères et les méthodes de qualité. Sur la base de cette revue, un rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national au Comité de suivi par l'intermédiaire de l'Assurance projet du PNUD permettra d'enregistrer les progrès du projet en vue de la réalisation des résultats attendus, mais aussi les problèmes rencontrés et l'évolution des risques initiaux ;
 - Une revue mi-annuelle et annuelle du projet afin d'examiner l'état d'avancement vers les résultats annuels planifiés et assurer la gestion des risques et des problèmes et partager les enseignements tirés du projet ;

- Un rapport annuel sera élaboré par le Coordonnateur national et présenté au Comité de suivi et au Comité de pilotage. Le rapport annuel devra être préparé sur la base des différents rapports trimestriels combinés et analyser la contribution annuelle du projet aux résultats attendus ;
- Un Journal des problèmes devra être élaboré et mis à jour par le Coordonnateur national afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes éventuels, ou de toute action de contrôle du changement ;
- Sur la base de l'analyse de risque initial, le journal des risques devra être mis à jour régulièrement suite à la revue de l'environnement externe dont certains changements pourraient affecter la mise en œuvre du projet.
- Gère les risques :
 - Résout les blocages et conflits éventuels entre les parties prenantes.
- Gère le changement :
 - Gère le changement par le biais de révisions, les révisions majeures étant préalablement soumises au Comité de Pilotage ;
 - Émet des recommandations/ observations relatives à la clôture du projet quand il a atteint ses objectifs ou s'il n'est plus en mesure d'atteindre ses objectifs.
- Assure la gestion des connaissances dans le cadre du projet :
 - Gère l'interface entre les équipes du projet et l'administration centrale, notamment en ce qui concerne le partage des enseignements du projet ;
 - Est responsable des formations et des actions transversales prévues par le projet.

c. Assurance du projet :

La fonction d'assurance du projet est une responsabilité déléguée par le Comité de pilotage du projet car cette fonction d'Assurance du projet soutient le Comité de pilotage du projet en exécutant des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus d'exécution d'un projet, cette fonction assure la gestion et la réalisation des étapes importantes appropriées.

Cette fonction sera confiée au PNUD, qui veillera au bon déroulement et à la qualité du projet et qui appuiera et conseillera le projet en mettant à sa disposition les réseaux d'expertise des Nations Unies et des autres bailleurs de fonds parties prenantes du projet.

Il est nécessaire de séparer les fonctions d'appui au projet et d'assurance du projet, afin de maintenir l'indépendance du contrôle qualité élaborée par l'assurance du projet.

Le PNUD établira et communiquera les rapports explicatif et financier conformément à ses politiques et procédures, ainsi qu'à ses directives opérationnelles, pour présentation au Comité de pilotage.

D'autre part le PNUD dans sa fonction d'assurance qualité du projet devra alimenter les outils de suivi requis par le système Atlas, notamment :

- Saisie des informations contenues dans le rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national dans Atlas à la fin de chaque trimestre ;
- Mise à jour des journaux des risques et problèmes dans Atlas à la fin de chaque trimestre, sur la base des informations tirées du rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national ;
- Sur la base des informations saisies dans Atlas, un rapport trimestriel issu d'Atlas sera soumis au CP ;

- Le Plan de suivi devra être mis à jour régulièrement dans Atlas afin d'enregistrer les actions de suivi majeures.

VII. GESTION, SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

En accord avec les règles et procédures du Guide de l'utilisateur du PNUD et avec le plan de suivi-évaluation contenu en annexe du document de projet, les activités suivantes seront mises en œuvre pour assurer le suivi évaluation du projet.

La gestion des projets des Nations Unies est une gestion axée sur les résultats qui s'accompagne d'un ensemble de principes, d'approches et d'outils qui exigent l'adoption d'une culture de l'évaluation continue.

1. Gestion du projet

Le projet conjoint « Appui au suivi et au reporting des ODD », s'inscrit parfaitement dans le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2017-2021.

Le cycle de ce projet a débuté par une analyse de sa justification fondée sur son lien initial avec le programme de pays, et s'achèvera avec l'obtention des produits qui seront évalués lors de l'examen du programme.

L'appropriation du projet est un facteur majeur déterminant sa réussite au niveau national. Par conséquent, tous ses résultats appartiennent au pays, ce qui suppose l'engagement de moyens nationaux humains et financiers parallèlement à l'apport de ressources extérieures.

En accord avec le plan de suivi-évaluation contenu en annexe du document de projet, les activités suivantes seront mises en œuvre pour assurer le suivi et l'évaluation du projet.

Le lancement du projet doit traiter les points suivants :

- Permettre à tous les partenaires d'avoir une parfaite compréhension du projet et de se l'approprier. Discussion des rôles, fonctions et des responsabilités dans la prise de décision au sein du projet y compris la réalisation des rapports, la stratégie de communication et le mécanisme de résolution des conflits. Les termes de référence de l'équipe du projet peuvent être discutés de nouveau en cas de besoin.
- En se basant sur le cadre logique des résultats et des ressources, finaliser le plan de travail annuel (AWP) de la première année.
- Revoir et s'accorder sur les indicateurs, les cibles, les sources de vérification et s'assurer des tableaux présentant les hypothèses et les risques.
- Présenter une vue détaillée des rapports à élaborer et du système de suivi et évaluation à suivre. Le budget du système de suivi et évaluation doit être programmé et approuvé.
- Discuter les procédures d'élaboration des rapports financiers et les obligations dans ce sens.
- Programmer les réunions du comité de pilotage. La première réunion du comité de pilotage doit être programmée dans les 12 mois suivants la réunion de lancement.

Le rapport de la réunion du lancement est un document de référence, il doit être préparé et partagé avec tous les participants pour la formalisation des décisions et des engagements pris lors de la réunion. Il doit être considéré comme un livrable clé du projet.

2. Revues mi- annuelle et annuelle et retraite annuelle

Le projet fera l'objet de deux revues par an : une revue mi- annuelle et une revue annuelle. L'objectif principal de ces revues est de donner au projet des possibilités de réorientation des démarches de mise en œuvre et de trouver des solutions conjointes avec les partenaires concernés en cas de problème. Cette approche permettra également de mettre à jour les journaux de risques et de problèmes. Le projet participera également à la retraite annuelle des projets pour s'ouvrir sur les opportunités de coopération et d'apprentissage des pratiques développées dans les projets de coopération entre les NU et le gouvernement marocain.

3. Fréquence du suivi évaluation :

Un programme détaillé des réunions de revue du projet sera développé par l'équipe de gestion du projet, en concertation avec le partenaire de mise en œuvre et les autres partenaires. Cette programmation doit être annexée au rapport de lancement du projet. Une telle programmation doit englober (i) une proposition d'agenda pour les réunions du comité de pilotage (ou bien tout autre mécanisme de conseil/coordination mis en place) et (ii) les activités de suivi évaluation du projet.

Le suivi au jour le jour de la mise en œuvre du projet sera la responsabilité du **Coordonnateur national du projet** sur la base du plan de travail annuel (AWP) et de ses indicateurs. Le Coordonnateur du projet doit informer le PNUD de tous délais ou difficultés rencontrés dans la mise en œuvre du projet pour permettre au bureau du pays de prendre les mesures nécessaires dans le temps.

Un suivi périodique de la mise en œuvre du projet sera assuré par le bureau du PNUD au Maroc à travers des réunions trimestrielles avec les responsables d'exécution du projet ou bien plus fréquemment en cas de besoin. Ceci permettra aux différentes parties de faire le bilan des réalisations et de traiter tout problème rencontré par le projet au moment opportun afin de créer les conditions convenables à la meilleure exécution des activités du projet.

Un rapport sur l'état d'avancement du projet est préparé par le/la Coordonnateur national(e) selon le format des rapports trimestriels du PNUD. L'état d'avancement du projet doit être enregistré sur la plateforme de la gestion basée sur les résultats du PNUD. En se basant sur les informations enregistrées sur ATLAS, un rapport sur l'état d'avancement du projet peut être généré à partir du « executive Snapshot ». D'autres enregistrements sur ATLAS permettent de suivre les journaux des problèmes, des risques, les enseignements tirés, etc.

Évaluations indépendantes :

Le projet fera l'objet d'au moins deux évaluations indépendantes externes comme suit :

• Évaluation à mi-parcours :

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée à la fin de la deuxième année de réalisation. L'évaluation déterminera le progrès réalisé et permettra de rectifier les déviations par rapport au cadre de mise en œuvre du projet, le cas échéant. Elle mettra l'accent sur l'efficacité et l'opportunité de la réalisation du projet, soulignera les questions, décisions et actions correctives, et présentera les leçons apprises initiales sur la conception, la réalisation et la gestion du projet. Les résultats de cette révision seront intégrés en tant que recommandations pour une application renforcée durant la dernière moitié de la durée du projet. L'organisation, les termes de référence et le timing de l'évaluation seront préparés par le PNUD.



- Évaluation finale :

Une Évaluation finale indépendante aura lieu trois mois avant la réunion de révision tripartite finale et mettra l'accent sur les mêmes questions que lors de l'évaluation à mi-parcours. L'évaluation finale examinera également l'impact et la viabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités et la réalisation des objectifs généraux. L'évaluation finale devra également fournir des recommandations pour des activités de suivi. Les termes de référence pour cette évaluation seront préparés par le PNUD.

4. Approche genre :

Le Maroc a enregistré des progrès significatifs dans la défense de l'égalité entre les sexes, notamment grâce à la constitutionnalisation de l'égalité et la mise en œuvre de nombreuses réformes juridiques et institutionnelles sensibles au genre.

L'égalité entre les sexes est non seulement un droit humain fondamental, mais sa réalisation a d'importantes retombées socioéconomiques. L'autonomisation des femmes nourrit des économies florissantes et soutient la productivité et la croissance. Dans ce sens, le programme veillera à l'intégration transversale de l'égalité dans toutes ces actions et interventions. Également des études et recherches spécifiques portant sur des domaines significatifs pour l'atteinte de l'égalité seront menées dans le cadre du programme.

Le programme veillera également à la gendérisation de son système de suivi et évaluation, en particulier le système d'information territoriale.

Les aspects relatifs au genre, aux droits humains et aux standards sociaux et environnementaux ont été pris en compte dans l'examen préalable au programme.

5. Audit

Le gouvernement fournira au Représentant Résident des déclarations financières périodiques et un audit annuel des déclarations financières liées au statut du fonds du PNUD selon les procédures établies définies dans les manuels de programmation et de finance. L'audit sera effectué par l'auditeur du gouvernement reconnu légalement, ou par un auditeur commercial engagé par le gouvernement. Conformément au PAC UNDAF 2017-2021, l'audit du Programme sera conduit par la Cour des Comptes et ce suivant la modalité HACT (Harmonized Approach for Cash Transfert – Harmonisation des procédures de transfert monétaire aux partenaires).

6. Clôture du projet :

Durant les derniers trois mois de la vie du projet, l'équipe de gestion doit préparer un rapport de clôture. Le rapport final doit résumer les résultats atteints (objectives, résultats, produits), les enseignements tirés, les problèmes ainsi que les aspects où le projet n'a pas pu atteindre les résultats escomptés. Il doit aussi relayer les recommandations issues de la mise en œuvre du projet afin de s'assurer de la durabilité des activités et des résultats du projet.

VIII. FONDEMENT JURIDIQUE /LEGAL DES RELATION : CLAUSES STANDARD DU CONTEXTE LEGAL

Considérant que le Gouvernement du Royaume du Maroc (ci-après le « Gouvernement ») a conclu ce qui suit :

- a) *CONSIDÉRANT que le Gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après le PNUD) ont conclu un accord de base régissant l'assistance du PNUD dans le pays signé par les deux parties le 13 mai 1982. Sur la base de l'Article I, paragraphe 2 de cet Accord de base, l'assistance du PNUD en faveur du Gouvernement est apportée à ce dernier, et fournie et reçue conformément aux résolutions et décisions pertinentes et applicables des organes compétents du PNUD, et sous réserve des fonds nécessaires à la disposition du PNUD. En particulier, la décision 2005/1 du 28 janvier 2005 du Conseil exécutif du PNUD approuvant les nouvelles Réglementations et règles financières et, avec elles, les nouvelles définitions des termes « exécution » et « mise en œuvre » habilitant le PNUD à mettre en œuvre pleinement les Procédures communes d'élaboration de programme de pays faisant suite à l'initiative de simplification et d'harmonisation du Groupe des Nations Unies pour le développement. Au regard de cette décision, le présent PNUAD ainsi que le plan de travail (qui fait partie de ce PNUAD et est intégré aux présentes par référence), ayant été conclus par les présentes, constituent ensemble un document de projet tel que visé par l'Accord de base¹.*
- b) *Un Accord de base pour la coopération conclue par le Gouvernement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en mars 1994 et révisé et ratifié en avril 2001.*
- c) *Avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), en référence à la décision 50/438 de l'Assemblée Générale du 20 décembre 1995 qui donne aux Directeurs de pays résidents de l'UNFPA le titre de Représentant, un échange de lettres établi en date du 13 décembre 1996 aux termes duquel l'Accord de base conclu entre le PNUD et le Gouvernement le 13 mai 1982 est applicable mutatis mutandis à l'UNFPA.*
- d) *Un Accord de base conclu par le Gouvernement avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) concernant la fourniture d'une assistance technique de caractère consultatif signé le 15 septembre 1961.*
- e) *Un Accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour l'établissement de la représentation de la FAO au Maroc signé le 27 novembre 1981.*
- f) *Un échange de lettres conclu entre le gouvernement et ONU Femmes en date du 4 avril 2016 aux termes duquel l'Accord de base entre le PNUD et le Gouvernement le 13 mai 1982 est applicable mutatis mutandis à l'ONU Femmes*
- g) *Pour tous les organismes : une assistance sera mise à la disposition du Gouvernement, fournie et reçue conformément aux résolutions et décisions pertinentes et applicables des structures de gouvernance de l'organisme compétent des Nations unies.*
- h) *À l'égard de chacun des organismes des Nations unies l'ayant signé, l'UNDAF sera lu, interprété et exécuté en accord avec, et d'une manière conforme à l'accord de base conclu entre cet organisme des Nations unies et le Gouvernement hôte.*



¹ Les pays n'ayant pas signé d'accord de base type en matière d'assistance (SBAA) [ou un autre accord selon le pays], devront joindre au PNUAD l'annexe standard aux documents de projet utilisés par ces pays qui ne sont pas parties à un SBAA. Ces documents constituent avec le plan de travail le « document de projet ».



GESTION DE PROGRAMME (PNUD EN TANT QU'AGENCE RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE)

Le Gouvernement du Royaume du Maroc, (ci-après désigné comme « le Gouvernement ») et le programme des Nations Unies pour le Développement (ci-après désigné comme le « PNUD ») ont conclu un accord de base pour gérer l'assistance apportée par le PNUD au pays qui a été signé par les deux parties le 13 mai 1982. Sur la base de l'Article I, paragraphe 2 du SBAA (Standard Basic Assistance Agreement), l'assistance apportée par le PNUD au Gouvernement devra être mise à disposition du Gouvernement et devra être fournie et réceptionnée conformément aux résolutions et décisions pertinentes et applicables des organes compétents du PNUD et sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires auprès du PNUD. Plus particulièrement, la décision 2005/1 du 28 janvier 2005 du conseil exécutif du PNUD a approuvé les nouvelles réglementations et règles financières et avec elles les nouvelles définitions des termes « exécution » et « mise en œuvre » permettant au PNUD de mettre en œuvre dans leur totalité les procédures communes d'élaboration de programme de pays faisant suite à l'initiative de simplification et d'harmonisation du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD, ou « UNDG » en anglais). À la lumière de cette décision, l'UNDAF et l'AWP constituent une documentation de projet telle que cela est indiqué dans l'accord de base (SBAA).

GESTION DE PROGRAMME

Conformément à la Résolution 47/199 de l'Assemblée Générale qui a réitéré que la Modalité d'exécution nationale devait être la norme pour les programmes et les projets financés par les Nations Unies, en prenant en compte les besoins et les capacités des pays bénéficiaires, les procédures de mise en œuvre nationale (NIM) seront suivies et appliquées.

Le NIM est considéré comme la norme puisqu'il est censé contribuer effectivement à :

- Une plus grande autonomie nationale grâce à une utilisation efficace et un renforcement des capacités de gestion, et à une expertise technique des institutions nationales et des individus grâce à un apprentissage en situation.
- Un meilleur développement durable des programmes et des projets de développement en augmentant l'appropriation nationale et l'engagement pour les activités de développement.
- La réduction de la charge de travail et l'intégration dans des programmes nationaux grâce à une plus grande utilisation des systèmes et procédures nationaux appropriés.

CLAUSES STANDARD DE GESTION DES RISQUES

Entité du gouvernement (NIM ou modalité de réalisation nationale)

1. Conformément à l'article III de la SBAA [ou les dispositions supplémentaires], la responsabilité de la sécurité et de la sécurité du partenaire d'exécution et de son personnel et des biens, et des biens du PNUD dans la garde du partenaire d'exécution, incombe au partenaire d'exécution. À cette fin, le partenaire d'exécution doit :

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir le plan de la sécurité, en tenant compte de la situation de sécurité dans le pays où le projet est exécuté ;
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire d'exécution, et la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

2. Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et de suggérer des modifications au plan si nécessaire. Défaut de maintenir et mettre en œuvre un plan de sécurité approprié en vertu des présentes requis est considéré comme une violation des obligations du partenaire d'exécution en vertu

du présent document de projet [et l'accord de coopération du projet entre le PNUD et le partenaire d'exécution].

3. Le partenaire d'exécution accepte d'entreprendre tous les efforts raisonnables pour faire en sorte que les fonds du PNUD reçus conformément au document de projet ne sont pas utilisés pour fournir un soutien aux personnes ou entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires de tous les montants fournis par le PNUD en vertu des présentes n'apparaissent pas dans la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée via http://www.un.org/sc/committees/1267/aq_sanctions_list.shtml. Cette disposition doit être incluse dans tous les sous-contrats ou sous-contrats conclus sous/plus à ce document de projet.

4. Conformément aux programmes et aux opérations des politiques et procédures du PNUD, la durabilité sociale et environnementale sera renforcée par l'application des normes sociales et environnementales du PNUD (<http://www.undp.org/ses>) et le Mécanisme de responsabilisation connexes (<http://www.undp.org/secu-srm>).

5. Le partenaire d'exécution doit : (a) conduire le projet et les activités liées au programme d'une manière compatible avec les normes sociales et environnementales du PNUD, (b) mettre en œuvre un plan de gestion ou d'atténuation préparé pour le projet ou programme pour se conformer à ces normes, et (c) engager de manière constructive et en temps opportun pour répondre aux préoccupations et griefs soulevés par le biais du mécanisme de responsabilisation. Le PNUD veillera à ce que les communautés et les autres parties prenantes du projet sont informés et avoir accès au mécanisme de responsabilisation.

6. Tous les signataires du document de projet doivent coopérer de bonne foi avec tout exercice pour évaluer tout programme ou les engagements liés au projet ou le respect des normes sociales et environnementales du PNUD. Cela inclut l'accès aux sites du projet, le personnel concerné, l'information et la documentation.



IX. ANNEXES

- **Annexe 1 – Journal des risques**
- **Annexe 2 – Plan de Suivi & Évaluation du projet**
- **Annexe 3 – Autorité de gestion financière du projet**
- **Annexe 4 – TDRs de coordination du projet**

ANNEXE 1 : JOURNAL DES RISQUES

#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité	Actions proposées/ Solution de gestion	Auteur	Date d'identification	Propriétaire	Statut	Dernière mise à jour
	Risque de ne pas réussir à mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation du programme.	Financier	Impact sur l'engagement du Maroc pour la mise en œuvre des ODD	Ce risque sera minimisé compte tenu de la volonté politique du HCP dans le suivi-évaluation des ODD. Par ailleurs des actions de communication importantes seront réalisées pour promouvoir la réalisation des projets.	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD		
	Risque opérationnel lié à la capacité de l'équipe de gestion qui doit assurer la réalisation et le suivi de l'ensemble des actions programmées.	Opérationnel	Déficit dans la qualité de mise en œuvre des activités programmées.	La formation des membres de l'équipe de gestion est un prérequis qui a été intégré dans le projet. Par ailleurs des consultations ponctuelles plus techniques permettront de l'appuyer dans la mise en œuvre des activités.	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD		
	Risque de manque de stabilité de l'équipe qui sera recrutée	Opérationnel	Risque de retard et de perte de connaissance et d'information dans les activités en cas de changements des personnes de l'équipe durant la durée de mise en œuvre du projet.	Le critère de stabilité devra être sérieusement pris en compte dans la sélection des membres de l'équipe et il serait préférable de mettre à la disposition des cadres du HCP ou recruter dans la mesure du possible des personnes du site du projet. Par ailleurs, il est prévu de recruter une personne qui sera en charge de la gestion administrative et financière ainsi que du suivi et de la capitalisation des activités de façon continue de façon à disposer de documents d'information qui assureront la transmission du savoir cumulé en cas de changement des membres de l'équipe.	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD		
	Risque de déficit en termes de	Organisationnel	Difficulté à mettre en œuvre	Ce risque est limité par la politique actuelle de	HCP	22/12/18	HCP	Moyen	

#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité	Actions proposées/ Solution de gestion	Auteur	Date d'identification	Propriétaire	Statut	Dernière mise à jour
	gouvernance du projet notamment en termes d'articulation entre les niveaux régional et national.		les activités au niveau des régions.	décentralisation et la volonté politique d'impliquer les régions dans le processus de développement local. Par ailleurs, les modalités de gouvernance qui seront mises en place seront clairement définies, dûment officialisées et régulièrement évaluées pour définir des ajustements appropriés en cas de besoin.	PNUD UNICEF		PNUD		
	Changement des responsables et élus lié aux élections législatives.	Risque politique	Non adhésion des élus au projet.	Les élections peuvent entraîner des changements de personnes mais pas d'orientation politique. Pour contourner ce risque, le cadre de gouvernance qui sera mis en place permettra d'assurer la cohérence de l'action. Par ailleurs les outils de formation et d'information sont prévus pour permettre une mise à niveau rapide des élus après la période des élections.	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD	Moyen	
	Risque que les administrations et le HCP ne s'approprient pas le plan d'action qui sera développé et n'institutionnalisent pas les mécanismes et procédures qui seront développés dans le cadre du projet.	Risques institutionnels.	Les actions du projet ne sont pas poursuivies après la fin du projet.	Ce risque sera atténué par l'action d'institutionnalisation des procédures, par la mise d'un cadre de gouvernance qui permettra une forte implication des acteurs institutionnels tout au long du processus et par une bonne politique d'information et de diffusion des résultats	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD	Élevé	

#	Description	Catégorie du risque	Impact & Probabilité	Actions proposées/ Solution de gestion	Auteur	Date d'identification	Propriétaire	Statut	Dernière mise à jour
	Non disponibilité des données		Un impact sur le suivi-évaluation de certains ODD	Le HCP dispose de toutes les données nécessaires. Il dispose également du pouvoir institutionnel pour la collecte des données auprès d'autres institutions publiques	HCP PNUD UNICEF	22/12/18	HCP PNUD	Faible	

[Signature]

[Signature]

ANNEXE 2 : PLAN DE SUIVI & ÉVALUATION DU PROJET

ACTION	CIBLES	RESPONSABLE	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/DEADLINE LIVRABLES	BUDGET		
			T1	T2	T3	T4		Description	Montant	
REUNIONS DE SUIVI										
Réunions UGP/Assurance qualité PNUD	UGP/Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	***	***	***	***	Au moins deux fois par mois			
Réunions Comité de Projet : revue de l'avancement du projet	UGP/ Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	*	*	*	*	A la fin de chaque trimestre			
Revue mi-annuelles et annuelles	Coordination du Projet/ Assurance qualité PNUD & S/E PNUD	Responsable de l'UGP		*		*	Revue annuelle en novembre/ décembre de chaque année et Revue mi-annuelle à la fin/juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)			
Réunions Comité de pilotage	Direction et coordination nationale du Projet / Direction et assurance qualité du PNUD	Responsable de l'UGP/ Assurance Qualité PNUD	*		*		Réunion annuelle en janvier de chaque année et Réunion mi-annuelle à la fin/juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)			
REPORTING TRIMESTRIEL / ANNUEL										
Rapports trimestriels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats, mise à jour du journal des enseignements tirés	Comité de Assurance PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Responsable de l'UGP	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle → Rapport trimestriel			
Rapports annuels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats. Mise à jour du journal des enseignements tirés	Comité de pilotage / Assurance PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Comité de projet/ Responsable de l'UGP				*	Elaboré en décembre de chaque année pour l'année en cours → Rapport annuel			
REPORTING FINANCIER TRIMESTRIEL / ANNUEL										

ACTION	CIBLES	RESPONSABLE	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/DEADLINE LIVRABLES	BUDGET	
			T1	T2	T3	T4		Déca	Mont
Rapports de dépenses informatifs (UN Exp)	Envoyé par l'Assurance Qualité au Responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle		
Rapports de dépenses combinés (CDR) trimestriel / annuel	Envoyé par Assurance qualité au responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle/ Le rapport combiné des dépenses annuel est envoyé au projet aux environs du 15 mars de l'année suivant l'exercice Le CDR annuel doit être vérifié par l'UGP et certifié par le DN/ et transmis au PNUD		
REUNIONS DE PLANIFICATION									
Atelier de planification annuelle	Comité de projet/ UGP/ Assurance qualité	Responsable de l'UGP				*	Décembre de chaque année ou au plus tard en Janvier de l'année d'après		
DOCUMENTS DE PLANIFICATION									
Plan de travail annuel	Partenaires	Responsable de l'UGP				*	AWP doit être signé avant le 15 Janvier de chaque année		
AUDIT									
Audit	Projet	PNUD					Annuel		
EVALUATIONS									
Évaluation à mi-parcours	Projet	PNUD					La deuxième année du programme.		
Évaluation finale	Projet	PNUD					La dernière année du programme.		

ANNEXE 3 : AUTORITE DE GESTION FINANCIERE DU PROJET

Monsieur le Représentant Résident du PNUD,

Objet : Autorité de gestion financière du Projet « Appui au suivi et au reporting des ODD

Award ID :

Project ID:

J'ai l'honneur de vous informer que le Haut Commissariat au Plan, a été désigné en qualité de Directeur/trice National(e) du Projet « Appui au suivi et au reporting des ODD au Maroc ».

A ce titre, [Nom] est autorisé par le Haut Commissariat au Plan à gérer toutes les questions administratives et financières relatives au projet cité ci-dessus, ainsi que les éventuelles révisions budgétaires afférentes au plan de travail, conformément aux arrangements de gestion de projet définis dans le document de projet du « **Appui au suivi et au reporting des ODD** » signé le [Date], dans le cadre de l'accord de base signé entre le Gouvernement du Maroc et le PNUD.

Le/la Directeur National(e) de Projet émet et/ou signe :

- Les autorisations de paiement (FACE d'avance ou de paiement), pièces écrites établies au titre des activités du projet et conformément au plan de travail signé ;
- Les Demandes de Paiement Direct (DPD) (en cas de besoin) ;
- Les Rapports combinés de dépenses (CDR) ;
- Un inventaire d'équipement périodique ;
- Un inventaire général d'équipement.

Le Directeur National du Projet soumet au Représentant résident du PNUD :

- Le plan de travail annuel ;
- Des rapports d'activités trimestriels et annuels ;
- Des rapports financiers trimestriels et annuels ;
- Un rapport final du projet (à la fin de l'avant dernier trimestre précédant la clôture opérationnelle du projet) ;
- Les rapports de suivi des recommandations de l'audit et de l'évaluation ;
- Une requête pour le transfert officiel des équipements de projet.

Les spécimens de signature (y compris le paraphe) de [Nom] figurent en pièce jointe.

(Signature)

Nom :

Titre :

Date :

ANNEXE 4 : TDRS COORDINATION DU PROJET

Coordonnateur/trice National(e)

Appui au suivi et au reporting des ODD

Lieu d'affectation : Rabat.

Durée du projet : 2018-2021

Services requis :

Sous la supervision directe du Directeur National du Projet et en coordination avec la chargée du programme du PNUD au titre du suivi et de l'assurance qualité, il assurera la mission à plein temps de Coordonnateur National du projet. Il/Elle aura pour mission :

- Gestion au quotidien du projet :

Selon une démarche de gestion Axée sur les résultats, le Coordonnateur national du projet a pour responsabilité d'œuvrer à ce que le projet atteigne les résultats attendus (Produits), dans les délais impartis, avec les standards de qualité requis et dans le cadre du budget alloué conformément au document projet et le plan de travail annuel.

- Coordination et mobilisation des partenaires au niveau national, régional et local :

Le candidat est responsable de la coordination et la promotion du projet auprès de tous les partenaires (HCP, Ministères, Régions, Autorités locales, Collectivités locales, Secteur privé, Services extérieurs, Médias, universités et grandes écoles, et associations de professionnelles...). Il devra œuvrer au renforcement de la collaboration avec tous ces organismes par la sensibilisation et le plaidoyer tout en créant un climat de confiance, d'engagement et de coopération. Il veillera à la concrétisation des différentes conventions établies avec les partenaires et au transfert de compétences aux partenaires nationaux. Il diffusera aux partenaires tous les résultats, recommandations et produits de capitalisation réalisés dans le cadre du projet Maroc ou du Programme global.

- Coordination avec les autres programmes traitant la même thématique :

Le /la Coordonnateur National(e) veillera à la bonne coordination du projet avec les initiatives d'autres bailleurs de fonds et partenaires ainsi qu'avec les stratégies nationales du gouvernement dans le but d'assurer une complémentarité et optimisation des ressources.

- Suivi de la gestion administrative et financière :

Le/la Coordonnateur National(e) supervise la mise en place et le suivi d'un système efficace de gestion des différents documents de travail, de conventions et rapports financiers en conformité avec les procédures de l'exécution nationale du PNUD. Il est responsable des registres de dépenses et de la comptabilité locale et peut être responsable de la cogestion du compte bancaire du projet. Il est aussi responsable, à son niveau et dans le cadre de son autorité, de l'application des recommandations de l'audit.

- Gestion des ressources humaines mise à la disposition du projet :

Le Coordonnateur National du projet aura à jouer un rôle de leadership et à veiller à la motivation du staff du projet. Il doit s'assurer de la clarté des responsabilités de toutes les ressources humaines engagées et de l'établissement d'un plan de renforcement de leurs capacités en fonction des besoins identifiés. Il sera responsable du suivi des résultats des équipes sur la base d'un système clair et transparent d'évaluation des ressources humaines. Il revient aussi au coordonnateur de mettre en place un système de communication interne afin de s'assurer de la bonne circulation de l'information entre tous les niveaux d'intervention du projet.

- Assurer la planification annuelle du projet :

Le/la coordonnateur est chargé de préparer, en parfaite concertation avec les partenaires et le Directeur National du Programme, le plan de travail annuel dans le format requis et comprenant les cibles annuelles du projet en vue de son approbation par le comité de pilotage.

- Réalisation de rapports sur l'état d'avancement du projet :

Le/la Coordonnateur National aura pour tâche la réalisation des rapports trimestriels et annuels, les rapports des missions et les PV des réunions importantes ainsi que l'élaboration et la mise à jour continue des journaux des problèmes, des risques et des enseignements tirés.

- Capitalisation des enseignements et gestion des connaissances :

Le Coordonnateur National(e) arrêtera une approche et des outils pour la capitalisation des résultats du projet et la mise en place d'une plateforme de gestion des connaissances. Il donnera toute la priorité à l'alimentation de ces plateformes par l'information nécessaire et la dissémination de l'information et s'assurera de la pertinence de la démarche adoptée.

- Suivi et validation des études lancées dans le cadre du projet :

La mise en œuvre du projet nécessite la réalisation de plusieurs études et consultations par des organismes externes à travers des contrats à courts termes ; le Coordonnateur National, en concertation avec le/la Directeur National(e), doit jouer un rôle de premier ordre dans: (i) l'identification des besoins, (ii) la concertation avec les partenaires concernés par ces consultations, (iii) l'élaboration des termes de références, (iv) le recrutement des consultants et (v) la facilitation et suivi de la mission des consultants .

- Facilitation des missions sur le terrain :

Le Coordonnateur National sera appelé à faciliter toutes les missions autorisées dans le cadre du projet et à travers la programmation de la mission, l'organisation des réunions et des visites, ainsi qu'en s'assurant de la bonne marche des aspects logistiques relatifs à ces missions.

Qualifications requises :

Le/la candidat(e) devra faire preuve d'autonomie, de maturité personnelle et professionnelle et d'aptitudes d'écoute et de communication, de capacité de négociation et d'arbitrage. Il ou elle devra avoir une pratique du travail en équipe, ainsi qu'un bon sens de l'organisation et de la gestion.

Compétences générales :

- Être de nationalité marocaine ;
- Diplôme d'études universitaires en sciences sociales, économie ou tout autre domaine pertinent pour le programme ;
- Expérience professionnelle de 10 ans minimum ;
- Aptitudes à l'utilisation d'outils informatiques et de bureautique.
- Excellente maîtrise de l'arabe, du français et de l'anglais.

Compétences spécifiques :

- Expérience de la gestion de projets de développement ;
- Connaissances et expérience en matière des objectifs du développement durable ;
- Connaissances et expérience des approches de développement durable intégré ;
- Solide expérience en matière de gestion d'équipes, d'animation, de concertation et de montage de partenariats avec des acteurs sociaux, professionnels et institutionnels variés ;

- Parfaite maîtrise des méthodes et outils de planification et de suivi-évaluation de projet,
- Pratique du travail en équipe doublée d'un bon sens de l'organisation et de la gestion et de qualités d'analyse, de persuasion et de mobilisation ;
- Bonne connaissance opérationnelle des acteurs institutionnels et professionnels marocains concernés ;
- Bonne connaissance des stratégies sectorielles du gouvernement ;
- Expérience en matière de plaidoyer ;
- Expérience reconnue dans l'élaboration de documents de réflexion et de synthèse dans son domaine d'activité.

Le/la candidat(e) aura déjà participé à l'élaboration et à la conduite de projets de coopération internationale. Une expérience dans des projets d'organismes des Nations unies serait un avantage.

Le/la Coordonnateur National(e) de projet sera recruté à temps plein pour la durée d'exécution du projet (environs 5 années) par contrat annuel renouvelable, les 6 premiers mois constituant une période probatoire. Elle/il sera basé(e) à Rabat.

Dépôt des candidatures :

Les dossiers de candidature (lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé) devront être envoyés/déposés au Programme des Nations Unies pour le Développement, 13 Avenue Ahmed Belafrej, Souissi, Rabat, Maroc, en spécifiant dans l'objet :

Au plus tard le : [Date] à [Heure].

Seules les candidatures répondant aux critères susmentionnés seront prises en considération.